

- FICHE BONNE PRATIQUE -

KSAR AFANOUR : EXPLOITATION COLLECTIVE ET ÉQUITABLE DES TERRES

Au Maroc, depuis la mise en place de la nouvelle stratégie agricole, Plan Maroc Vert, en 2008, le secteur agricole connaît une forte dynamique qui s'est traduite par un investissement important aussi bien par les grands que par les petits agriculteurs. Les oasis du sud-est marocain connaissent effectivement des investissements colossaux en agriculture en dehors et au voisinage des palmeraies classiques dans ce qui s'appelle les terres collectives.

Dans l'oasis de Toudgha qui occupe une grande partie de la province de Tinghir, la population du Ksar Afanour a envisagé l'extension de son agriculture en dehors de la palmeraie traditionnelle pour répondre d'une part aux besoins d'une population croissante, mais aussi pour préserver les terres collectives de la convoitise d'un petit nombre d'agriculteurs.

Au Maroc, les terres collectives sont soumises à un régime juridique codifié par le dahir de 1919 qui offre le droit de

jouissance aux tribus et aux fractions de la collectivité ethnique occupant ces territoires. Ces territoires sont souvent sources de conflits intra et inter tribaux et constituent une sorte de bombe à retardement.

Dans le cas du Ksar d'Afanour, la répartition des terres entre toute la population s'est faite sans conflit, par lots, sur la base d'un projet collectif de création et d'exploitation d'une palmeraie, avec une vision respectueuse et durable de l'écosystème oasien.



Maroc, Région de Drâa Tafilalet, Tinghir

LES PRINCIPAUX ACTEURS DU PROJET

Selon la loi en vigueur au Maroc, les terres collectives sont sous la tutelle du ministère de l'intérieur et des autorités locales qui le représente. Celles-ci veillent en coordination avec le comité ethnique, représentant légal de la population, à la bonne gestion des terres collectives.

Par ailleurs, pour pouvoir monter un projet de développement dans ces terres collectives, l'implication d'une organisation professionnelle (association, coopératives...) est nécessaire pour la recherche de fonds, la mise en place et la gestion de ce projet.

Il ressort que l'exploitation des terres collectives et la mise en place du projet

au niveau du Ksar Afanour a nécessité l'intervention de plusieurs acteurs à savoir :

- Le comité ethnique : chargé de la gestion juridique du foncier,
- La population locale bénéficiaire du projet du développement,
- L'association Afanour, à l'initiative du projet collectif, chargée de la gestion collective et la coordination du projet,
- Les émigrés qui ont contribué à la recherche des fonds au niveau des ONG étrangères (espagnoles),
- Les autorités locales qui ont facilité les procédures juridiques d'exploitation.



Ce qui a entraîné :

- L'engagement et la forte implication des élus et responsables locaux,
- La mobilisation des émigrés et la venue de plusieurs ONG partenaires,
- Des perspectives telles que l'engagement des partenaires à garantir une commercialisation équitable pour la production attendue.

Pour le moment, le projet s'est surtout concentré sur ses ressources internes et locales en sollicitant peu les services techniques de l'état ni les possibilités de financement nationales. Le projet a fait la preuve de sa crédibilité et de sa faisabilité, il devrait maintenant se saisir de ces opportunités pour renforcer les acquis et améliorer les performances, anticiper sur la commercialisation des dattes...

De nombreuses ressources existent :

- Les subventions de l'état en matière d'investissement dans le secteur agricole,
- La présence d'une nouvelle structure du MAPM pour l'accompagnement des agriculteurs, office national du conseil agricole (ONCA),
- La présence dans la région de plusieurs programmes et projets internationaux (PNUD, Gef, FAO, UNESCO, CTB, et nationaux (PMV, INDH),
- La présence d'unités de conditionnement des dattes dans les zones avoisinantes,
- La présence de diaspora active et crédible pour la valorisation et la commercialisation de la production,
- La présence des universités et d'instituts de recherches (FSTE, FPE, FPO, CRRAE « inra », etc.).

Plus d'infos 

ONG Alkaria
www.youtube.com/watch?v=p2PulUFR69Q

LES CONTRAINTES ET RISQUES DU PROJET

La lenteur de la mise en exploitation des parcelles individuelles faute :

- de disponibilité des rejets et des vitro plants Majhoul en quantité suffisante,
- du manque de moyens des plus vulnérables pour investir dans leurs parcelles,
- de la rentabilité à long terme des palmiers.

Autant de risques d'abandon et de perturbation de la dynamique collective, d'autant qu'une partie des jeunes continue à migrer.

Le manque de technicité des agriculteurs du Ksar et de l'association présente des risques d'erreurs, par exemple de dissémination de certaines maladies phytosanitaires, de gel pour les plants jeunes...

Bien que les ressources en eau soient suffisantes et leur gestion rationnelle, l'impact négatif des changements climatiques est à anticiper dans cette zone.

2. La présence d'un défi collectif de taille-: exploiter les terres collectives au profit de toute la communauté au lieu d'en être dépossédé au profit d'un petit nombre et ainsi assurer le développement durable du douar

3. L'approche participative et la vaste concertation notamment pour les clés de la répartition et l'élaboration du règlement intérieur, qui suppose la transparence dans tout le processus d'attribution des terres et de gestion du projet.

4. L'implication de tous y compris des autorités locales et l'adoption du principe « gagnant-gagnant », qui crée de la cohésion, de la solidarité entre la population du douar et une compréhension mutuelle.

Contact 

Association d'AFANOUR
pour le développement

Mohamed ABOULLA,
Président de
l'association

+212 (0)661844628



LES CLÉS DE RÉUSSITE ET LEÇONS TIRÉES

1. L'implication d'un président intègre, dévoué aux intérêts de la population locale et une association locale dynamique, crédible, jeune, porteuse d'une vision d'avenir.

Rédaction : Yousra Mahloul,
Lahcen Kabiri (AOFEP), Ouafa
Abba (ORMVAO), Jamal
Mimouni (ANDZOA), Hamza et
Moussati (Chambre
d'agriculture)
Coordination : Jean-Baptiste
Cheneval (CARI)
Mise en page : Géraldine
Allemand et Estelle De Marco
(CARI)
Production et copyright CARI
2018

